



PROJETS À LA LOUPE
ÉLUES LOCALES

**Renforcer l'impact politique des
femmes élues**

*Rencontre avec Julia Mouzon
fondatrice du réseau Élues Locales*

Élues Locales est le premier réseau national transpartisan de femmes élues. Par l'échange, l'entraide, le partage et la formation, ce réseau encourage la féminisation de la vie politique, soutient les femmes qui s'engagent dans un mandat et lutte contre les violences subies par les femmes durant l'exercice de leurs fonctions.

Après une carrière au Ministère des Finances, Julia Mouzon fonde Élues Locales en 2012. Son objectif : combattre les inégalités femmes-hommes en politique et permettre aux femmes d'affirmer leur légitimité dans leur mandat.

Pour le Campus des Solidarités, Julia Mouzon revient sur le projet Élues Locales et commente une enquête récente sur les violences sexistes en politique. Un témoignage pour donner à lire la réalité rencontrée par les femmes élues en France en 2022 : sentiment d'illégitimité, domination, omniprésence du sexisme, impunité...

Élues Locales se mobilise pour rassembler et soutenir les femmes politiques qui évoluent dans un monde où l'entre-soi masculin est la norme.

Le projet Élués Locales

À l'origine : une période électorale

« Tout a commencé au moment des élections présidentielles et législatives de 2012 : avant ces élections, le chiffre de femmes élues députées à l'Assemblée Nationale était de 18%. Au moment des investitures, beaucoup de femmes ont pris la parole dans leur parti politique pour dire : « Attention, nous sommes investies sur des circonscriptions non gagnables ». Et cette alerte était vraie tant à l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) qu'au Parti Socialiste (PS). Seul le parti Europe-Écologie-Les-Verts (EELV) avait organisé ces investitures de telle sorte à répartir les circonscriptions gagnables entre femmes et hommes. En parallèle de ces voix qui se levaient, il y avait des témoignages : on entendait parler d'hommes qui se parachutaient sur des circonscriptions réservées à des femmes justement parce qu'elles étaient gagnables.

À gauche, l'engagement initial de parité a basculé au fur et à mesure que l'on approchait des élections législatives, au profit de l'investiture d'hommes. Au final, le groupe socialiste a obtenu 39% de femmes élues, alors que le pourcentage devait être paritaire. C'est dans l'atmosphère de l'époque et avec la première nomination d'une Ministre des droits des femmes de plein exercice, qu'Élués Locales a vu le jour.



Puis ces réflexions collectives sont venues s'associer à des réflexions personnelles. Lorsque je travaillais au Ministère des Finances, de nombreuses femmes autour de moi expliquaient dans un premier temps être ambitieuses, vouloir une belle carrière puis renonçaient ensuite à travailler au Ministère parce qu'elles étaient mères et qu'elles se sentaient en décalage par rapport au reste de l'organisation : lorsqu'elles quittaient le travail à 18h00 pour aller chercher leurs enfants par exemple, tandis que leurs collègues restaient tard le soir au bureau. Cette incompatibilité entre leurs ambitions professionnelles et la réalité à laquelle elles se confrontaient m'a interpellée. À cette période, ma sœur m'a proposé de rejoindre un groupe de femmes qui parlait de ces sujets. Dans ce groupe, on m'a alors fait prendre pleinement conscience de ce que j'éprouvais au quotidien : il était plus dur pour moi de prendre la parole en réunion, on me coupait souvent la parole, il fallait en faire deux fois plus pour être considérée comme légitime. Ces échanges m'ont amené à prendre du recul et à me dire que pour que les choses changent, il faut qu'il y ait plus de femmes qui fassent les politiques publiques. Il faut donc les accompagner pour qu'elles restent dans ces instances de pouvoir. »

- En France, 20% des maires sont des femmes

- Dans les instances politiques, 80% du temps de parole est consacré aux hommes

« Malgré des lois progressistes sur la parité, nous devons renforcer la place des femmes en politique pour que l'on puisse être fier·ère d'avoir des politiques représentatives de la société française »

Julia Mouzon

Se former et développer son réseau

« Élues Locales est un organisme de formation créé en 2012, pour toutes les élues et plus particulièrement pour les femmes élues. Notre activité se décline en deux axes : la formation et la mise en réseau. »

1) La formation : pour donner aux femmes élues des outils pour la réussite de leurs mandats et renforcer leur impact politique

« Nous dispensons des formations sur l'urbanisme, sur les finances et le budget des collectivités, des formations également sur la prise de parole en public. Les femmes élues rencontrent des situations qui sont malheureusement classiques : lorsqu'une femme parle dans l'hémicycle, des hommes se mettent à parler entre eux. Il s'agit donc de réfléchir collectivement à comment se faire écouter, comment inscrire ses sujets à l'ordre du jour, comment porter ses sujets, etc. La formation permet de proposer des solutions, d'outiller, de monter en compétences, d'être plus affirmée dans la vie politique. Nos formations ne sont pas réservées qu'aux femmes élues, des hommes peuvent y participer. Nous faisons tout de même le constat que lorsque les femmes sont entre elles, leur parole se libère. Elles nous le disent et le disent aussi aux hommes qui participent à certaines formations. La parole se libère plus aisément entre femmes sur certains sujets, comme celui des violences sexistes. Mais nous limitons ce constat en affirmant que certains hommes sont aujourd'hui les alliés des femmes. Lorsque les femmes avec qui nous échangeons se sentent soutenues par des hommes dans une formation ou un hémicycle, la parole se libère de la même façon. Concrètement, on organise des formations en présentiel sur l'ensemble du territoire et de façon digitale, à destination de toutes les collectivités. Ce sont les élues, dans les départements, qui rassemblent autour d'elles d'autres élues du territoire. On forme environ 1 000 femmes élues tous les ans. Nous avons aussi des Journées des femmes élues, qui sont organisées dans 6 métropoles. Et enfin nous organisons les Journées nationales, qui ont lieu à Paris tous les ans. Aujourd'hui, 2 500 femmes élues sont membres de nos réseaux locaux.

2) Le réseau : pour se rencontrer et partager à l'échelle locale

« Nous avons une cinquantaine de réseaux dans toute la France, qui sont pilotés par des femmes ambassadrices locales et élues sur leur territoire. Elles réunissent autour d'elles, dans leur département, des femmes élues de tous horizons et partis politiques pour des rencontres et des échanges sur leur mandat. Le réseau permet aux femmes élues de voir qu'elles ne sont pas seules, qu'elles partagent des questionnements et problématiques. Par exemple, comment est-ce que je m'organise dans mon équilibre de vie ? Comment est-ce que je fais quand je me sens coupable par rapport à mes enfants ? Comment j'associe ma vie politique et mon couple ? Elles prennent alors conscience que les problématiques qu'elles rencontrent ne sont pas dues à leur personnalité ou leurs actions – ce qu'on leur renvoie pourtant en politique – mais que c'est bien un ensemble de facteurs extérieurs qui desservent encore aujourd'hui les femmes en politique. »

L'ADN d'Élues Locales : un réseau transpartisan

« L'idée à l'origine de ce projet est de se dire que si l'on réussit à faire avancer tous les partis politiques sur la place des femmes en politique, toutes les femmes vont en bénéficier dans la société française. Les objectifs sont de créer une force unie, de partir de l'idée que l'union fait la force, de dépasser les clivages et notamment les clivages spécifiques en termes de politiques publiques. Sur le sujet des droits des femmes, il y a des désaccords profonds qui traversent la société française : sur le port du voile, sur la prostitution... Mais si l'on réussit à mettre ces sujets de côté et à trouver un axe commun et collectif qui est la place des femmes en politique et la progression de la voix des femmes en politique, alors dans tous les cas ça fait avancer la place des femmes dans la société française.

Cette ambition est atteinte aujourd'hui, de deux façons. D'une part parce que toutes les élues qui nous rejoignent soutiennent cette pluralité politique, en sont fières et l'encouragent. Nous avons des binômes d'ambassadrices sur certains départements qui sont de partis politiques opposés et qui nous confient la richesse de s'afficher comme un binôme uni. D'autre part, il y a aujourd'hui une prise de conscience sociétale très importante sur les droits des femmes et les réseaux d'Élues Locales sont devenus des espaces où les femmes de tous bords politiques peuvent s'approprier ces sujets pour les porter ensuite dans leur collectivité ou au Parlement. »

La place des femmes en politique

La politique : l'apanage du genre masculin ?

« Nous sommes nécessairement les héritières de ce qui s'est passé avant. En l'occurrence, en France, les femmes sont rentrées très tardivement dans la vie politique. Elles ont obtenu le droit de votes en 1944, là où les Finlandaises l'ont obtenu en 1905. Malgré des femmes au Gouvernement dès 1936, il y a en France une entrée des femmes en politique très tardive. Il y a eu deux mouvements : un mouvement féministe dans les années 1970 suivi d'une période de creux, avec le sentiment pour beaucoup de femmes que les choses allaient se mettre en place et que les avancées allaient être obtenues. Puis un constat dans les années 2000-2010 selon lequel l'égalité n'est pas acquise dans tous les domaines de la société et donc un renouveau du féminisme qui découle de ce constat.

Compte tenu de ce marquage historiquement masculin de la politique, ça me paraît assez logique qu'aujourd'hui les femmes aient du mal à se l'approprier. Les évolutions législatives sont très lentes : il y en a eu ces dernières années, avec la loi NOTRe*, la loi MAPTAM**, la loi Engagement et Proximité*** qui modifient à la fois l'organisation des collectivités et le statut de l'élue. Néanmoins, les évolutions législatives sont très lentes car les changements de mentalités sont très lents. C'est donc selon moi notre héritage historique qui explique les répartitions genrées contemporaines en politique. »

* Loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République

** Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

*** Loi qui vise à revaloriser la commune et à la remettre au cœur de notre démocratie

« Je suis élue par erreur... »

« Au moment des premières Journées nationales d'Élues Locales organisées à Paris, deux élues - qui se rencontraient pour la première fois - se sont présentées ainsi : « Bonjour, je suis élue dans telle commune mais j'ai été élue par erreur ». Et l'autre répond : « Moi aussi j'ai été élue par erreur ». Aujourd'hui encore, il y a beaucoup de femmes qui disent être élues grâce aux quotas. Ces exemples montrent bien qu'il existe un sentiment d'illégitimité, un syndrome de l'imposteur. Selon moi, ces ressentis viennent du fait que les codes de la vie politique aujourd'hui sont encore très différents de ce que les femmes voudraient y mettre et de la façon dont elles feraient si c'était un univers plus féminisé. La politique serait alors un endroit où il y aurait plus de coopération, peut-être plus d'aménagement d'horaires, où l'on parlerait librement du besoin d'aller chercher ses enfants sans être montrée du doigt ou caricaturée en femme qui n'est pas prête à s'impliquer car elle doit s'occuper de ses enfants. Un espace où les sujets de la petite enfance, de l'éducation et du soin seraient beaucoup plus valorisés, alors qu'aujourd'hui ce sont l'urbanisme et les finances qui attirent les lumières. Il y a donc un changement de valeurs très important et nécessaire pour la société. Ce changement n'est pas complètement effectué en politique et c'est ce qui crée ce sentiment de décalage.

En finir avec la mainmise des hommes sur la politique

« Pour lutter contre la politique comme chasse gardée des hommes, nous mettons en place deux actions.

Une action dans cette communauté de femmes élues mais aussi des interventions auprès des femmes non-élues qui pourraient se lancer en politique. Nous souhaitons discuter des freins à une entrée des femmes en politique, que les femmes se mettent souvent elles-mêmes ou que les hommes leur imposent. Une question récurrente par exemple : qui va garder mes enfants si je fais de la politique ? La peur des femmes de s'engager est un élément sur lequel on peut agir si on les réunit ensemble et qu'elles voient des personnes qui se sont lancées, des « rôles modèles », et si elles peuvent s'approprier la vie politique.

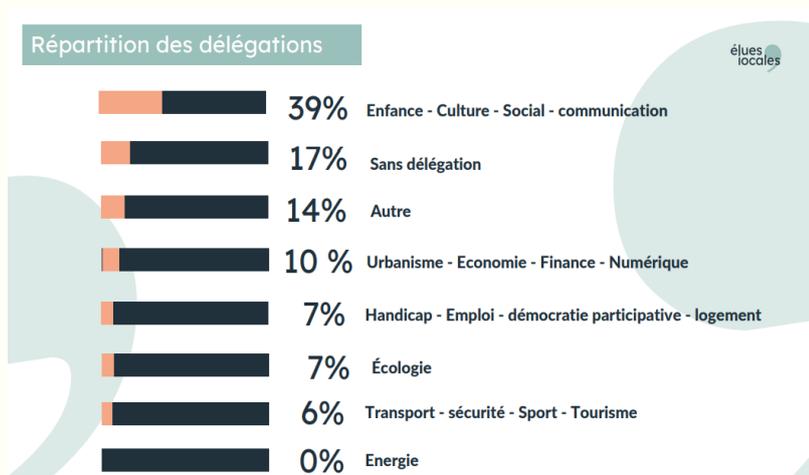
Le deuxième axe, c'est un changement sociétal plus global qui consiste en un changement de mentalités des femmes et des hommes. C'est un mouvement plus militant pour un éveil des consciences, pour l'obtention des changements législatifs nécessaires. Comme par exemple les lois sur la parité qui obligent les candidates à déposer une liste paritaire pour toutes les communes de plus de 1 000 habitant·e·s. Ou encore la loi sur le binôme du Conseil Départemental qui est unique dans le monde. Nous avons besoin de mouvements plus militants qui vont aller revendiquer des changements législatifs.

Et c'est finalement ce double travail - avec d'un côté l'empowerment des femmes et de l'autre le travail militant plus global sur la société - qui aboutira aux changements de mentalités et à la fin de la mainmise des hommes sur l'objet politique. »

La présence de femmes à des niveaux de responsabilités importants et les évolutions législatives vont permettre de renverser ce sentiment d'illégitimité. L'exemple de la loi du binôme dans les Conseils Départementaux a déjà fait ses preuves, les témoignages le disent : avant 2015 et après 2015, l'ambiance et l'atmosphère dans les Conseils Départementaux ne sont plus les mêmes car il y a plus de femmes. Donc plus on ira vers cette normalisation et vers ces changements réglementaires, plus les atmosphères changeront et plus on s'habituerà à voir des femmes qui sont adjointes aux finances, maires, présidentes de Conseil Départemental, etc. »

Lutte contre les inégalités & comportements sexistes

Une répartition genrée

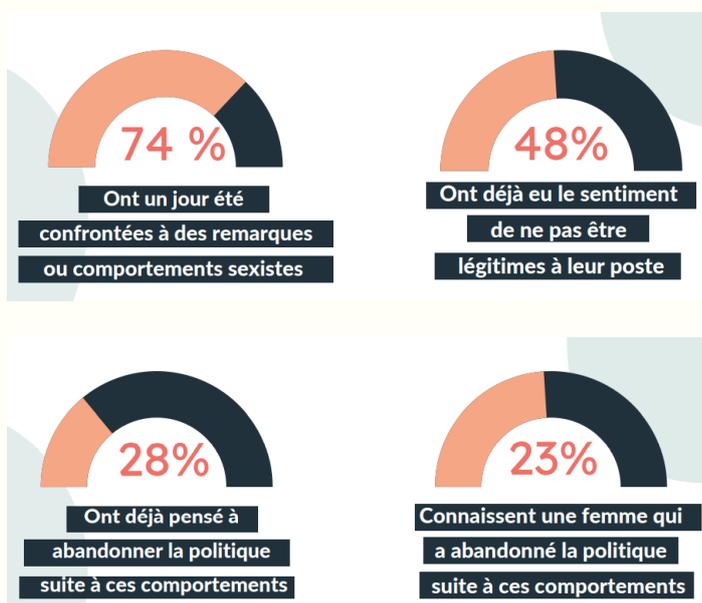


« Une telle répartition relève des idées reçues. Je pense que lorsque les élu.e.s sont autour de la table et qu'il faut attribuer les délégations, on pense encore aujourd'hui plutôt à Michel pour l'urbanisme et à Sylvie pour l'action sociale, sans forcément que Michel et Sylvie eux-mêmes se soient posés la question. Ces idées reçues sont fatigantes à contrer en permanence car si Sylvie souhaite prendre la délégation de l'urbanisme, il faut déjà qu'elle se pose la question à elle-même, qu'elle pose la question à tout le monde et que tout le monde accepte de se la poser.

Il y a donc un plafond de verre car les énergies à fournir par une femme pour arriver au même endroit qu'un homme ne sont pas du tout les mêmes. Par exemple, un homme - qui est dans les trois premiers adjoints d'un maire qui ne se représente pas - va plus facilement parler de la suite et se positionner comme successeur. À l'inverse, si une adjointe pose des questions au maire sortant, on va lui demander pourquoi elle le questionne, on va tout de suite lui demander pourquoi elle veut être maire. À chaque moment de sa vie politique, une femme doit encore dépenser plus d'énergie qu'un homme. »

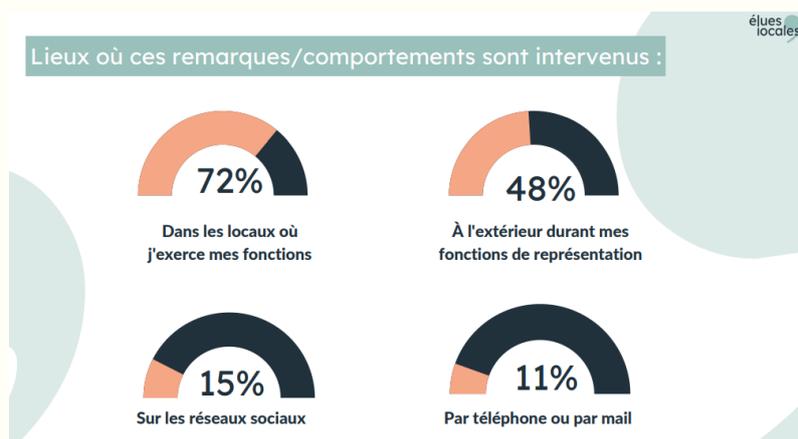
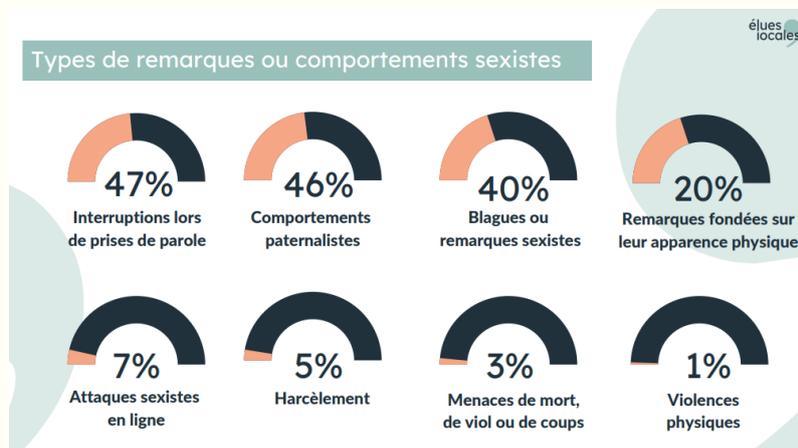
Violences sexistes et sexuelles en politique

« Que ce soit en politique mais aussi ailleurs dans la société, je pense que la violence envers les femmes révèle un déficit de respect social et un sentiment d'impunité. Lorsque des femmes politiques s'engagent à l'échelle nationale sur des sujets forts, on voit par exemple des militants qui vont devant chez elles pour les réveiller, hurler des slogans, etc. Les femmes sont plus souvent confrontées à cette entrée dans l'espace d'intimité que les hommes. De la même manière, on va plus souvent leur parler de leurs enfants. En période de campagne électorale, des élu.e.s que nous accompagnons ont reçu des menaces dont la cible était leurs enfants. L'objectif est donc de réhausser ce respect social, c'est-à-dire que l'on respecte leurs actions, leur intimité dans l'espace public, etc. »



Pouvoir et politique

« Je n'ai pas envie de croire que la politique est un lieu de pouvoir, de violence, d'égo et de contrôle. Je crois beaucoup à un pouvoir transparent, partagé, collaboratif et ouvert, qui ne serait pas associé à des questions de domination. Certes les femmes élues nous parlent des oppositions face aux changements, de la recherche par certains hommes d'une conservation de l'ordre établi et d'un pouvoir qui serait maintenu dans les mains de quelques-uns. Mais j'ose croire que le pouvoir n'est pas intrinsèquement un lieu de violence et de contrôle. C'est en tout cas ce pour quoi Élu(e)s Locales se mobilise ! »



La politique locale : un enjeu crucial

« Il reste des étapes importantes à franchir et à gagner pour l'égalité en politique. La première étape se joue au cœur des territoires, dans les intercommunalités (Établissement Public de Coopération Intercommunale). Ce sont des structures mal connues, notamment en termes de compétences attribuées qui peuvent varier d'une intercommunalité à l'autre. Cette méconnaissance conduit à une perte d'appropriation des politiques locales. Les citoyen-ne-s élisent un-e maire comme figure de la politique locale. Pour autant, c'est au niveau de l'intercommunalité que se prennent les décisions pour l'urbanisme, la transition énergétique, la gestion des déchets, par des élu-e-s pour qui les citoyen-ne-s n'ont pas directement voté. C'est un vrai enjeu de démocratie, de représentativité et surtout de la représentativité des femmes qui sont très peu présentes dans les exécutifs intercommunaux. Seulement 13% des femmes sont présidentes d'EPCI et la majorité des exécutifs d'intercommunalité ne sont pas paritaires. L'étape est donc d'œuvrer jusqu'à 2026 (prochaine échéance électorale) pour la féminisation des intercommunalités, notamment par la suppression du seuil de 1 000 habitant-e-s pour les listes paritaires. Une autre étape importante pourrait être celle de nouvelles lois d'organisation qui vont réformer le mille-feuille territorial durant le quinquennat. Et notre étape fil rouge qui consiste à poursuivre notre travail très culturel dans les territoires sur l'existence et la légitimité des femmes politiques, via le déploiement de nos réseaux à l'échelle du territoire. »